

REGARDS

RENTÉE SCOLAIRE

# Révolution de velours

David Wagner

**Presque tout le monde, y compris les syndicats, salue la réforme de l'enseignement fondamental. Pour son deuxième mandat, la ministre de l'éducation entend poursuivre ses réformes.**

Disons-le d'emblée : il n'est pas aisé de lire un texte descriptif issu du ministère de l'éducation nationale. Une fois la lecture terminée, votre cerveau se contorsionne de douleurs à force d'avoir intégré une bouillie indigeste de termes tels que « compétences, connaissances, certifications, bilans de fin de cycle et bilans intermédiaires, critères d'orientation, de promotion, procédures de passage, etc... ». Mais il faut bien le reconnaître : si elle continue sur sa lancée, la ministre de l'éducation nationale risque bien de laisser une trace dans les livres d'histoire.

Peut-être que les grèves lycéennes du milieu des années 90 y sont pour quelque chose. Expression de réformes iniques au sein même d'un système éducatif absurde, marqué par l'immobilisme propre aux ministères dominés par le CSV, ces manifestations ont finalement dégoûté les chrétiens-sociaux, si bien qu'ils ont cédé le portefeuille de l'éducation au DP de 1999 à 2004. Les libéraux, dont un des principaux slogans durant la campagne électorale avait été la fameuse « Bildungsoffensiv » - l'offensive pour l'éducation - n'ont toutefois pas su

profiter de l'occasion pour marquer de leur empreinte l'éducation nationale. Au contraire, la ministre d'alors, Anne Brasseur, s'était distinguée par un discours particulièrement simpliste, un « back to the roots » bien nommé et si caractéristique de l'archaïsme libéral.

Il fallut donc attendre 2004 pour qu'entre un vent nouveau rue Aldringen. La nouvelle locataire du ministère, la socialiste Mady Delvaux-Stehres, s'est engagée à réformer le mastodonte de manière assez fondamentale. Non sans peine d'ailleurs, notamment lorsqu'il s'agissait de réformer la tâche de l'enseignant. Mais, contrairement à ses prédécesseurs, Delvaux-Stehres dispose d'une certaine vision de l'éducation. Cela est clairement apparu au plus tard en 2008, lors de l'assemblée générale du Glen (le Groupe luxembourgeois d'éducation nouvelle), qui est à l'origine du projet-pilote « Eis Schoul », où elle déclara ouvertement qu'elle souhaitait plus d'écoles dans ce genre. Si elle fut raillée dans un premier temps pour avoir soutenu des projets-pilote, comme le « Neie Lycée », l'intention était claire : ouvrir les vannes pour de nouvelles expériences susceptibles de montrer l'exemple par la pratique.

Avec le LSAP qui rempile pour une seconde législature de coalition avec le CSV, Delvaux-Stehres devrait pouvoir occuper son ministère pour cinq années supplémentaires. Ces an-



ÉCOLE



PHOTO : FLICKR/MERYLEM

Apprendre sans comprendre : telle aurait pu être la devise de l'école luxembourgeoise. Les réformes actuelles vont-elles changer la donne ?

nées ne seront certainement pas de trop pour achever les chantiers entamés. Car, comme elle l'a confié à nos confrères du Tageblatt (« J'ai entre-temps appris qu'on ne pouvait pas tout réformer simultanément »), la ministre a bien compris que des réformes fondamentales de l'enseignement nécessitaient un certain temps. Et en effet, la rapidité avec laquelle certaines réformes ont été menées, constitue un point d'achoppement avec les syndicats d'enseignants. Ces derniers reprochent notamment à la ministre de ne pas leur avoir accordé le temps nécessaire pour apprivoiser le nouveau système d'évaluation introduit dans l'enseignement primaire - pardon, désormais « fondamental ».

### Une réforme après l'autre

En tout cas, les enseignants eux-mêmes semblent s'être peu à peu convertis à cette révolution que constitue l'intention annoncée d'abolir - à terme - l'archaïque notation hexadécimale. S'il aurait certainement contenté les élèves sous le règne de Nabuchodonosor, il n'empêche que ce système est à la pédagogie ce que les ordalies sur les rives de l'Euphrate étaient à la justice. Certes, lors de sa conférence de presse de rentrée lundi dernier, la ministre a affirmé de ne pas envisager de « laisser tomber complètement le système de notation des points ». Mais dans un entretien paru deux

jours plus tard dans l'hebdomadaire « Télécran », elle a caractérisé ce système comme « absurde », ce qu'elle a d'ailleurs laissé entendre lors de la conférence de presse, exemple à l'appui. Le problème, c'est que si encore un certain nombre d'enseignant-e-s s'opposent à la disparition des points, ce sont également les parents d'élèves qui craignent de ne plus s'y retrouver. Aussi le ministère a-t-il fait parvenir aux parents un vade-mecum, leur expliquant en douze points le fonctionnement de la nouvelle école primaire, l'école fondamentale, qui fait cette année sa première rentrée.

Pour le remplacement du système de notation actuel par le système d'évaluation par compétences, le ministère a choisi d'y aller en douceur. Aussi, cette année scolaire, seuls les deux premiers « cycles » - c'est-à-dire les quatre premières années de l'enseignement fondamental - sont concernés. L'année prochaine, le système sera appliqué au troisième cycle et le quatrième cycle sera concerné pour l'année scolaire 2011-12. Et lorsque ce nouveau système sera entré en vigueur dans l'ensemble de l'école fondamentale, le ministère prévoit, comme il est inscrit dans l'accord de coalition, d'en faire le bilan.

Après avoir réformé l'enseignement primaire, le ministère planche désormais sur les critères des socles de compétences dans l'enseignement secondaire. Car ce dernier doit

aussi s'attendre à un certain nombre de chamboulements. A commencer d'ailleurs par la future réforme du passage de l'école fondamentale vers le secondaire. L'on devra continuer à déplorer, comme le font surtout les partis de gauche comme les Verts ou Déi Lénk, que le gouvernement ne semble toujours pas envisager l'introduction du tronc commun. D'autant plus que le débat sur la spécialisation du lycée luxembourgeois vient de refaire surface, avec le refus par des universités suisses, de deux bacheliers luxembourgeois (l'un en section « A » - lettres - et l'autre en section « G » - arts) ayant obtenu leur bac dans des filières sans mathématiques.

« J'ai toujours été d'avis que le lycée ne doit pas trop spécialiser », a d'ailleurs affirmé lundi dernier la ministre. Et là se situe une autre réforme d'envergure : celle du cycle supérieur de l'enseignement secondaire. « L'objectif que nous désirons atteindre », explique Delvaux-Stehres, « c'est la capacité des élèves à poursuivre des études ». Et pour ce faire, le ministère table sur une « bonne culture générale ». Dans un premier temps, le ministère va pondre un « document d'orientation », définissant « ce que doit savoir un élève », qui sera par la suite discuté en groupes de travail.

Dans ce contexte, la réforme de l'apprentissage des langues est une évidence. Face aux polémiques de cet été, la ministre a tenu à confirmer son

attachement au multilinguisme. Mais, ce multilinguisme passera par un certain assouplissement : seule une langue devra être maîtrisée parfaitement. Il y aura néanmoins une petite distinction entre les deux régimes, « classique » et « technique » : pour le premier, les deux autres langues devront être maîtrisées « assez bien », c'est-à-dire, niveau « B » selon le portfolio des langues, et pour le deuxième, une seule langue devra être maîtrisée niveau « B », tandis qu'il suffira du niveau « C » pour la troisième. Ces réflexions avaient déjà soulevé l'ire de certaines organisations, notamment celle des professeurs de français, tandis que l'Asti (Association de soutien aux travailleurs immigrés) saluait cette nouvelle approche. En tout cas, c'est avec une certaine satisfaction que la ministre a révélé, en répondant à une question de la presse, que son « plan d'action langues » avait reçu une très bonne évaluation. « Mais je ne voulais pas le communiquer, car sinon l'on aurait dit que le ministère instrumentalise l'étude », dit-elle, le sourire narquois en coin. Comme les élèves, une ministre a bien le droit de crâner de temps en temps.